

Handtekening van het personeelslidHandtekening van het inrichtingshoofd

Datum van het beroep (6) (7) :

Handtekening van het personeelslid

Handtekening van het inrichtingshoofd

Deze beoordelingsstaat, dit evaluatieverslag, dit beroep (5) werd(en) op.. aan de inrichtende macht en, bij beroep, aan de raad van beroep toegezonden.

Handtekening van het inrichtingshoofd

Advies van de raad van beroep (6) :

Datum :Handtekening van de voorzitter

Beslissing van de inrichtende macht (6) :

Datum :Handtekening van de inrichtende macht

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering 3392/EX/VI/B/III van 7 februari 2008.
Eupen, 7 februari 2008.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1084

[2008/201124]

13 FEVRIER 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 et l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, modifié par l'arrêté ministériel du 16 octobre 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation, modifié par l'arrêté ministériel du 16 octobre 2006;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables et l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation, et notamment les articles 2 et 3;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 précité implique des modifications des arrêtés ministériels d'exécution et ce, en réponse aux observations du Conseil d'Etat dans son avis n° 43.950/4 du 9 janvier 2008, observations qui ont été suivies;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 précité entre en vigueur le 1^{er} mars 2008,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999*

Article 1^{er}. Le point 1 de la rubrique "Toiture" figurant à l'article 3, 5^e alinéa, de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 est complété par les mots suivants : "obligatoirement accompagné d'une isolation respectant la norme figurant à l'article 7, § 7, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008. Cette obligation n'est pas imposée quand les combles sont aménagés en pièces d'habitation et quand l'isolation de la toiture impose des travaux de démolition."

Art. 2. Le point 2 de la rubrique "Toiture" figurant à l'article 3, 5^e alinéa, du même arrêté est complété par les mots suivants : "obligatoirement accompagnée d'une isolation respectant la norme figurant à l'article 7, § 7, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 précité".

Art. 3. La rubrique "Radon" figurant à l'article 3, 5^e alinéa, du même arrêté est complétée par les mots suivants : "Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, ces travaux peuvent être pris en compte si tous les travaux de priorité 1 nécessaires pour rendre le logement salubre ne sont pas exécutés".

Art. 4. La remarque insérée par l'arrêté ministériel du 16 octobre 2006 à la rubrique "Isolation" figurant in fine de l'article 3, 5^e alinéa, du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

« Remarque : des travaux d'isolation ne sont pris en compte que s'ils sont liés à un des ouvrages précités, admissible au bénéfice de la prime, et s'ils respectent les normes fixées par l'article 7, § 7, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999.

En cas d'isolation de la toiture ou du plancher du grenier, le demandeur doit disposer d'un devis de l'entreprise qui a réalisé les travaux certifiant que ceux-ci respectent cette norme.

En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, si l'isolant placé permet d'atteindre les normes suivantes :

— 0,9 W/m²K pour les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés ou contre le sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

— 1,2 W/m²K pour les planchers sur sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

mais sans atteindre celles fixées par l'article 7, § 7, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, les travaux d'isolation ne font pas l'objet de la majoration de prime visée au § 7, 1^o, du même article 7, mais leur coût est intégré dans le montant des factures visé au § 1^{er} du même article 7.

En ce qui concerne les châssis avec double vitrage, visés aux postes 7, 10 et/ou 18, le coefficient de transmission thermique de l'ensemble châssis + vitrage (U_i) doit être égal ou inférieur à 2 W/m²K ».

CHAPITRE II. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation*

Art. 5. Le texte inséré par l'arrêté ministériel du 16 octobre 2006 à l'ouvrage "Isolation" figurant à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation est remplacé par la disposition suivante :

« 21. (Priorité 2). Isolation des parois délimitant le volume protégé ou chauffé, à condition de respecter les normes fixées par l'article 8, § 5, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999.

En cas d'isolation de la toiture ou du plancher du grenier, le demandeur devra disposer d'un devis de l'entreprise qui a réalisé les travaux certifiant que ceux-ci respecteront cette norme.

En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, si l'isolant placé permet d'atteindre les normes suivantes :

— 0,9 W/m²K pour les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés ou contre le sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

— 1,2 W/m²K pour les planchers sur sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

mais sans atteindre celles fixées par l'article 8, § 5, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, les travaux d'isolation ne font pas l'objet de la majoration de prime visée au § 5, 1^o, du même article 8, mais leur coût est intégré dans le montant des factures visé au § 1^{er} du même article 8.

En ce qui concerne les châssis avec double vitrage, visés aux postes 7, 10 et/ou 18, le coefficient de transmission thermique de l'ensemble châssis + vitrage (U_i) doit être égal ou inférieur à 2 W/m²K. »

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2008.

Art. 7. Pour les demandes introduites jusqu'au 30 avril 2008, les arrêtés précités du 22 février 1999 et du 30 mars 1999 restent toutefois d'application dans leur version antérieure aux modifications y insérées par le présent arrêté si cette version est plus favorable aux demandeurs que la version modifiée.

Namur, le 13 février 2008.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1084

[2008/201124]

13. FEBRUAR 2008 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind und des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 16. Oktober 2006;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 16. Oktober 2006;

Aufgrund des Artikels 3 § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zur Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, insbesondere der Artikel 2 und 3;

In der Erwägung, dass der vorerwähnte Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 Abänderungen des Ministerialerlasses zu dessen Ausführung als Antwort auf die Bemerkungen des Staatsrates in seinem Gutachten Nr. 43.950/4 vom 9. Januar 2008 voraussetzt, und dass auf diese Bemerkungen eingegangen worden ist;

In der Erwägung, dass der vorerwähnte Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 am 1. März 2008 in Kraft tritt;

Beschließt:

KAPITEL — Anpassung des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind

Artikel 1 - Der Punkt 1 der Rubrik "Bedachung" in Artikel 3 Absatz 5 des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind, wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: ", unbedingt mit einer Isolierung, die die Norm, die in Artikel 7 § 7 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008, erwähnt ist, einhält. Diese Pflicht wird nicht auferlegt, wenn die Dachböden als Wohnräume ausgebaut sind, und wenn die Isolierung der Bedachung Abbrucharbeiten voraussetzt."

Art. 2 - Der Punkt 2 der Rubrik "Bedachung" in Artikel 3 Absatz 5 desselben Erlasses wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: ", unbedingt mit einer Isolierung, die die in Artikel 7, § 7, 3° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 erwähnten Norm einhält."

Art. 3 - Die Rubrik "Radon" in Artikel 3, Absatz 5 desselben Erlasses wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: "In Abweichung von den Bestimmungen von Absatz 1 können diese Arbeiten berücksichtigt werden, wenn die Arbeiten des Wichtigkeitsgrads 1, die notwendig sind, um die Wohnung gesund zu machen, nicht alle ausgeführt werden."

Art. 4 - Die durch Ministerialerlass vom 16. Oktober 2006 in der Rubrik "Isolierung" in Artikel 3 Absatz 5 desselben Erlasses in fine eingefügte Bemerkung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Bemerkung: Isolierungsarbeiten werden nur dann berücksichtigt, wenn sie mit einer der vorerwähnten Arbeiten, für welche die Prämie gewährt werden kann, verbunden sind, und wenn sie die durch Artikel 7 § 7 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 festgesetzten Normen einhalten.

Im Falle der Isolierung der Bedachung oder des Speicherbodens muss der Antragsteller über einen Kostenvorschlag des Unternehmens verfügen, das die Arbeiten ausgeführt hat, in dem bescheinigt wird, dass die Arbeiten diese Norm einhalten.

Bei Isolierung der Mauern und/oder der Fußböden: wenn der angebrachte Dämmstoff erlaubt, die folgenden Normen zu erreichen:

— 0,9 W/m²K für die Böden auf ungeheizten Räumen und für die senkrechten Wände gegen ungeheizte Räume oder gegen Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

— 1,2 W/m²K für die Fußböden auf Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

ohne jedoch die in Artikel 7 § 7 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 festgesetzten Normen zu erreichen, geben die Isolierungsarbeiten keinen Anspruch auf die in § 7 1° desselben Artikels 7 erwähnte Erhöhung der Prämie; ihre Kosten sind jedoch in dem in § 1 desselben Artikels 7 erwähnten Betrag der Rechnungen mitgerechnet.

Was die in den Posten 7, 10 und/oder 18 erwähnten Fensterrahmen mit Doppelyverglasung betrifft, muss der Wärmedurchgangskoeffizient der Gruppe Rahmen + Verglasung (U_g) höchstens 2 W/m²K betragen.»

KAPITEL II — *Anpassung des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags*

Art. 5 - Der Wortlaut, der durch Ministerialerlass vom 16. Oktober 2006 für die Arbeit "Isolierung" in Artikel 3 des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags, eingefügt wurde, wird durch die folgenden Bestimmung ersetzt:

«21. (Wichtigkeitsgrad 2). Isolierung von Wänden, die den geschützten (oder geheizten) Raum abgrenzen, unter der Bedingung, dass die in Artikel 8 § 5 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 erwähnten Normen eingehalten werden.

Im Falle der Isolierung der Bedachung oder des Speicherbodens wird der Antragsteller über einen Kostenvorschlag des Unternehmens verfügen müssen, das die Arbeiten ausgeführt hat, in dem bescheinigt wird, dass die Arbeiten diese Norm einhalten.

Bei Isolierung der Mauern und/oder der Fußböden: wenn der angebrachte Dämmstoff erlaubt, die folgenden Normen zu erreichen:

— 0,9 W/m²K für die Böden auf ungeheizten Räumen und für die senkrechten Wände gegen ungeheizte Räume oder gegen Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

— 1,2 W/m²K für die Fußböden auf Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

ohne jedoch die in Artikel 8 § 5 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 festgesetzten Normen zu erreichen, geben die Isolierungsarbeiten keinen Anspruch auf die in § 5 1° desselben Artikels 8 erwähnte Erhöhung der Prämie; ihre Kosten sind jedoch in dem in § 1 desselben Artikels 8 erwähnten Betrag der Rechnungen mitgerechnet.

Was die in den Posten 7, 10 und/oder 18 erwähnten Fensterrahmen mit Doppelverglasung betrifft, muss der Wärmedurchgangskoeffizient der Gruppe Rahmen + Verglasung (U_f) höchstens 2 W/m²K betragen.»

KAPITEL III — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2008 in Kraft.

Art. 7 - Für die bis zum 30. April 2008 eingereichten Anträge bleiben die vorerwähnten Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 1999 und vom 30. März 1999 jedoch in ihrer vorherigen Fassung ohne die durch den vorliegenden Erlass eingefügten Abänderungen weiterhin anwendbar, wenn diese Fassung vorteilhafter für die Antragsteller als die abgeänderte Fassung ist.

Namur, den 13. Februar 2008

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1084

[2008/201124]

13 FEBRUARI 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 en het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 oktober 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 oktober 2006;

Gelet op artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen en van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Overwegende dat het voornoemd besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 wijzigingen van de ministeriele uitvoeringsbesluiten inhoudt, en dit, in antwoord op de opmerkingen van de Raad van State in zijn advies nr. 49.950/4 van 9 januari 2008, opmerkingen waarmee rekening wordt gehouden;

Overwegende dat het voornoemd besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 op 1 maart 2008 in werking treedt,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999*

Artikel 1. Punt 1 van de rubriek "Dakwerk" opgenomen in artikel 3, vijfde lid, van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999, wordt aangevuld met de volgende woorden : ", verplicht vergezeld van een isolatie die voldoet aan de normen bedoeld in artikel 7, § 7, 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari. Die verplichting wordt niet opgelegd indien de dakverdieping niet in woonvertrek ingericht is en indien de dakisolatie afbraakwerken vereist."

Art. 2. Punt 2 van de rubriek "Dakwerk" opgenomen in artikel 3, vijfde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden : ", verplicht vergezeld van een isolatie die de normen bedoeld in artikel 7, § 7, 3, van het voornoemd besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 naleeft."

Art. 3. De rubriek "Radon" opgenomen in artikel 3, vijfde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden : "In afwijking van de bepalingen van het eerste lid kunnen die werken in aanmerking worden genomen indien alle werken van eerste prioriteit die nodig zijn om de woning gezond te maken, niet worden uitgevoerd."

Art. 4. De bij het ministerieel besluit van 16 oktober 2006 in de rubriek "Isolatie" in fine van artikel 3, vijfde lid, van hetzelfde besluit ingevoegde opmerking wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Opmerking : "Isolatiwerken komen slechts in aanmerking indien zij betrekking hebben op één van bovenvermelde werken die voor een premie in aanmerking komen, en indien ze de normen bepaald bij artikel 7, § 7, 3° van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 naleven.

Bij isolatie van het dak of van de plankenvloer van de zolder moet de aanvrager beschikken over een kostenraming van de onderneming die de werken heeft uitgevoerd waarin wordt vermeld dat de norm wordt nageleefd.

Bij isolatie van de muren en/of van de vloeren, als het geplaatste isolerend materiaal het bereiken van de volgende normen mogelijk maakt :

— 0,9 W/m²k voor vloeren op onverwarmde lokalen en verticale binnenmuren tegen onverwarmde lokalen of tegen de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

— 1,2 W/m²K voor de vloeren op de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

maar zonder die bepaald bij artikel 7, § 7, 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 te bereiken, de isolatiwerken maken niet het voorwerp uit van de in § 7, 1, van hetzelfde artikel 7 bedoelde verhoging van de premie, maar hun kost wordt opgenomen in het bedrag van de facturen bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel 7.

Wat betreft de ramen met dubbele beglazing bedoeld in de posten 7, 10 en/of 18, moet de thermische transmissiecoëfficiënt van het geheel ramen + beglazing (U_g) gelijk zijn aan of lager zijn dan 2 W/m²K. »

HOOFDSTUK II. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt*

Art. 5. De tekst ingevoegd bij het ministerieel besluit van 16 oktober 2006 aan de rubriek "Isolatie" opgenomen in artikel 3 van het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 21. (Prioriteit 2). Isolatie van de wanden die het beschermd of verwarmd volume afbakenen, op voorwaarde dat de normen bepaald bij artikel 8, § 5, 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 worden nageleefd.

Bij isolatie van het dak of van de plankenvloer van de zolder zal de aanvrager moeten beschikken over een kostenraming van de onderneming die de werken heeft uitgevoerd waarin wordt vermeld dat die norm zal worden nageleefd.

Bij isolatie van de muren en/of van de vloeren, als het geplaatste isolerend materiaal het bereiken van de volgende normen mogelijk maakt :

— 0,9 W/m²k voor vloeren op onverwarmde lokalen en verticale binnenmuren tegen onverwarmde lokalen of tegen de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

— 1,2 W/m²K voor de vloeren op de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

maar zonder die bepaald bij artikel 8, § 5, 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 te bereiken, de isolatiwerken maken niet het voorwerp uit van de in § 5, 1° van hetzelfde artikel 8 bedoelde verhoging van de premie, maar hun kost wordt opgenomen in het bedrag van de facturen bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel 8.

Wat betreft de ramen met dubbele beglazing bedoeld in de posten 7, 10 en/of 18, moet de thermische transmissiecoëfficiënt van het geheel ramen + beglazing (U_g) gelijk zijn aan of lager zijn dan 2 W/m²K. »

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2008.

Art. 7. Voor de aanvragen ingediend tot en met 30 april 2008 blijven voornoemde besluiten van 22 februari 1999 en van 30 maart 1999 in de versie gelden die van toepassing was vóór invoeging van de wijzigingen bij dit besluit als die versie gunstiger is voor de aanvragers dan de gewijzigde versie.

Namen, 13 februari 2008.

A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 1085

[C - 2008/31142]

6 MAART 2008. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidinggevende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en aan de Reguleringscommissie voor Energie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de begroting en het individuele personeelsbeheer

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de organieke ordonnantie van 26 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 27 april 1995;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2006 betreffende de financiële actoren;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2004 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 1998 tot instelling van delegatie van tekenbevoegdheid inzake energiebeleid aan de ambtenaren-generaal van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer inzake de begroting en het individuele personeelsbeheer;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 september 2007 betreffende de toekenning van een premie voor de uitvoering van een bodemonderzoek in het kader van het beheer en de sanering van verontreinigde bodems;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 1085

[C - 2008/31142]

6 MARS 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant délégation de compétences aux fonctionnaires-dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement et à la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne le budget et la gestion individuelle du personnel

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloise;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 au financement des Communes et Régions;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'ordonnance organique du 26 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement tel que modifié par l'ordonnance du 27 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2006 portant sur les acteurs financiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 1998 organisant les délégations de signature pour la politique énergétique aux fonctionnaires généraux de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 portant délégation de compétence aux fonctionnaires dirigeants de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement en ce qui concerne le budget et la gestion individuelle du personnel;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2007 relatif à l'octroi d'une prime pour la réalisation d'une étude du sol dans le cadre de la gestion et de l'assainissement des sols pollués;